

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE

5 boulevard Beauregard
21600 LONGVIC

Références : 0005402664/2024-248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE implanté 5 boulevard Beauregard 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la gestion des odeurs générées par le site. Une visite d'inspection a été réalisée en 2023 sur cette thématique et l'exploitant devait mettre en place de nombreuses actions afin de limiter les odeurs.

Cette visite d'inspection vise à vérifier la réalisation des actions que devait réaliser l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Odeurs Généralités	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
2	Vapeurs	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	MTD	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Registre des plaintes	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des actions qui lui avaient été demandées suite à la visite d'inspection de 2023. Notamment, il doit mettre en place :

- une campagne de mesure de l'impact olfactif de son site dans son environnement ;
- un plan de gestion des odeurs ;
- des actions afin de limiter les odeurs générées lors des dépotages et empotages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/07/2023• type de suites qui avaient été actées : avec suites
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Dans le cas de sources potentielles d'odeurs de grande surface non confinées (aire de stockage, bassin de rétention des eaux, etc), celles-ci sont implantées et exploitées de manière à minimiser la gêne pour le voisinage. Pour les déchets odorants (eaux souillées avec du THT), l'exploitant dispose de neutralisants efficaces. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
Constats : <p>Dans sa réponse de novembre 2023, l'exploitant indique qu'il va réaliser des prélèvements d'air à l'intérieur de son site au niveau de 11 zones, en plusieurs étapes. Le premier prélèvement sera réalisé sur les 11 zones puis tous les 6 mois au niveau des zones 2, 3, 5 et 8. Ces prélèvements seront effectués pendant une heure avec une pompe reliée à un tube de charbon actif. Les tubes seront ensuite envoyés à un laboratoire pour analyse. L'exploitant précise également que suite à la réception des résultats d'analyse, il rédigera un rapport qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a seulement transmis l'emplacement et la durée des différentes mesures qu'il allait réaliser.</p> <p><u>Cette transmission ne répond pas à la demande de l'inspection des installations classées suite à l'inspection du 12 juillet 2023, de transmettre le cahier des charges de la campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations</u></p> <p>Un point rappelant les attendus à l'exploitant a été réalisé lors d'une réunion tenue en février 2024.</p> <p>L'exploitant n'a réalisé aucun prélèvement comme défini dans son courrier de novembre 2023. Il a réalisé des mesures via un détecteur à photoionisation (PID) qui mesure les composés organiques volatils (COV) en équivalence isobutylène (en ppm). Ces mesures permettent uniquement de caractériser des situations qui seraient susceptibles de générer des odeurs en lien avec la présence de COV. Elles ne permettent donc pas de caractériser le niveau d'odeur et l'impact olfactif. Il a mis en place un fichier qui regroupe les mesures qu'il a réalisées. Ce fichier indique 12 points de mesures mais n'indique pas la localisation de ces points. Les mesures ont été réalisées entre le 31 janvier 2024 et le 23 février 2024 et ont mis en évidence des concentrations en COV comprises entre <LD et 2,4 ppm :</p>

- Point 1 : 3 mesures (31/01/2024 et 01/02/2024)
- Point 2 : 3 mesures (31/01/2024 et 01/02/2024)
- Point 3 : 3 mesures (31/01/2024 et 02/02/2024)
- Point 4 : 3 mesures (31/01/2024 et 02/02/2024)
- Point 5 : 3 mesures (31/01/2024 et 07/02/2024)
- Point 6 : 3 mesures (31/01/2024 et 07/02/2024)
- Point 7 : 2 mesures (31/01/2024 et 07/02/2024)
- Point 8 : 3 mesures (31/01/2024, 06/02/2024 et 06/02/2024)
- Point 9 : 5 mesures (31/01/2024, 06/02/2024, 16/02/2024, 21/02/2024 et 23/02/2024)
- Point 10 : 2 mesures (06/02/2024)
- Point 11 : aucune mesure
- Point 12 : 3 mesures (16/02/2024, 21/02/2024 et 23/02/2024)

Depuis le 23 février 2024, aucune autre mesure n'a été réalisée.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le PID a été en maintenance entre début mars et mi-avril.

L'exploitant a consulté plusieurs bureaux d'étude afin de réaliser une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations à l'extérieur de son site. L'exploitant a reçu un seul devis, le 2 mai 2024.

Non conformité :

L'exploitant n'a pas réalisé de campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations malgré les délais écoulés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une campagne d'évaluation de l'**impact olfactif** de l'installation **à l'extérieur du site**, cette campagne pouvant utilement intégrer des mesures complémentaires sur site pour identifier des corrélations avec les sources potentielles d'odeurs. Le cahier des charges de cette campagne sera transmis, avant sa réalisation et au plus tard sous 1 mois, à l'inspection des installations classées avec, a minima :

- la date de la campagne d'évaluation de l'impact olfactif,
- le nom du prestataire retenu,
- le référentiel de mesures et les normes associées (cf. notamment les normes mentionnées dans le BREF WT « traitement des déchets »),
- les paramètres mesurés (caractérisant l'impact olfactif),
- les emplacements (internes et externes du site) et la durée des différents prélèvements/mesures.

La campagne sera réalisée lors d'une période représentative de l'activité du site et dans des conditions météorologiques adaptées au type de mesures réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs
Thème(s) : Risques chroniques, Vapeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, s'ils sont volatils ou s'ils émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, ces vapeurs sont captées et traitées de manière à ne plus représenter ni gêne olfactive, ni risque d'émission toxique ou polluante. Tout autre procédé évitant la dispersion des vapeurs peut être retenu s'il présente une efficacité équivalente. Ces captations sont assurées a minima sur l'atelier A3b et les installations susceptibles d'émettre des vapeurs de solvants (cf article 3.2.2.2 du présent arrêté). En complément, l'exploitant réalise périodiquement des mesures de COV au droit des postes de travail.</p> <p><u>Article 3.2.2.2</u></p> <p>L'exploitant transmet au préfet, avant le 1er juillet 2021, une étude technico-économique pour capter et traiter les émissions de COV au droit de l'atelier A3a (nouveau bâtiment A), des fosses à broyats (nouveau bâtiment B), des cuves ST 200 et des fosses à neutralisation. Les solutions techniques retenues sont mises en œuvre avant le 18 août 2022.</p> <p>Au regard des solutions étudiées par l'exploitant, les émissions canalisées de l'atelier A7 (évapo-condensateur) sont traitées sur un nouveau dispositif de traitement (ex : tour de lavage à l'eau) avant le 18 août 2022.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué puis transmis à l'inspection des installations classées le descriptif des investissements qu'il allait réaliser afin de procéder à la captation des COV de son site.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place de systèmes de captation de COV aux bâtiments A3A et A7 lors des inspections des 12 juillet et 10 octobre 2023.</p> <p>Concernant, le bâtiment B et plus particulièrement la zone des boues à incinérer (fosses à broyats), l'exploitant prévoit de mettre en place un système de captation des COV qui sera relié à un caisson de charbon actif. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que ce système devait être mis en place courant juin/juillet 2024.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence du caisson de charbon actif (non mis en service à la date de l'inspection).</p> <p>En complément, le bâtiment B est actuellement couvert et fermé uniquement du côté de la voie ferrée. Une extension du bâtiment est prévue ainsi que la fermeture de deux côtés supplémentaires. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que ces</p>

aménagements seraient réalisés avant décembre 2024.

L'exploitant prévoit également de mettre en place un système de captation des COV au niveau des cuves et de la zone de dépotage du ST300.

L'exploitant n'a pas terminé la mise en place des équipements nécessaires à la captation des COV au niveau du ST200, notamment au niveau de la zone de dépotage.

Une colonne de lavage à la soude est mise en place au niveau des fosses de neutralisation.

L'exploitant a transmis en janvier 2023 le rapport d'analyse des COV du site. Ces analyses ont permis à l'exploitant d'identifier les zones les plus susceptibles de générer des odeurs : le ST200, le ST300 et les boues présentes au niveau du bâtiment B. L'exploitant prévoit de réaliser des investissements pour capter les odeurs de son site en priorité au niveau de ces zones.

Non-conformité majeure :

À la date de l'inspection, les déchets stockés qui présentent une gêne olfactive ne font pas tous l'objet d'une captation et d'un traitement, notamment le bâtiment B abritant les fosses à boues et la zone de dépotage du ST200.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera la captation des COV du ST300 comme indiqué lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, MTD

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article R.515-70 du code de l'environnement, le délai de mise en conformité des installations aux MTD applicables est de quatre ans après la publication de la décision citée précédemment.

L'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes avant le 18 août 2022 :

(...)

- une surveillance et un plan de gestion des odeurs (MTD 10 et 12).

Constats :

La MTD 10, reprise au point IV de l'annexe 2 de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, prévoit que « la surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant :

- les normes EN (p. ex. olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs),
- en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de norme EN (p. ex. estimation de l'impact olfactif), les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La fréquence de surveillance est déterminée dans le plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12). »

Non-conformité majeure :

L'exploitant n'a pas mis en œuvre la MTD 10 qui consiste à surveiller les odeurs (cf. point de contrôle n°1).

La MTD 12, reprise au point III de l'annexe 3 de l'arrêté du 17 décembre 2019, prévoit « qu'afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10,
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Non-conformité majeure :

L'exploitant n'a pas mis en œuvre un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments listés ci-dessus et de fait ne le réexamine pas régulièrement, dans le cadre de son

système de management environnemental.

Cependant, l'exploitant a présenté le jour de l'inspection la procédure « Plan de gestion des odeurs » (P76-00) en cours de rédaction. Cette procédure s'organise autour des chapitres suivants :

- éléments génériques sur les odeurs ;
- le voisinage du site ;
- le programme de prévention et de réduction des odeurs ;
- les mesures à prendre en cas de présence de déchets odorants ;
- la surveillance des odeurs ;
- les mesures prises en cas de signalement d'odeurs.

L'analyse du contenu de cette procédure est précisé dans le point de contrôle n°4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Registre des plaintes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, registre des plaintes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise a minima l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation ;
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

Constats :

Dans la procédure P76-00 en cours de rédaction (cf. point de contrôle n°3), l'exploitant précise le déroulé du protocole des mesures à prendre en cas d'odeurs signalées. Le signalement d'odeurs est réalisé via un questionnaire en ligne et un numéro d'astreinte joignable 24h/24 et 7j/7. En cas de signalement, l'exploitant a défini des actions d'identification de la source des odeurs. En cas d'identification d'une source d'odeur, l'exploitant prévoit d'arrêter l'activité à l'origine des odeurs, informer les voisins et une évacuation/confinement si nécessaire.

Deux établissements voisins du site ont signalé des odeurs via le questionnaire en ligne.

Pour l'un des deux sites, l'exploitant a réalisé :

- une réunion le 6 mars 2024 avec la direction du site voisin ;
- une réunion le 21 mars 2024 sur le site voisin en présence du personnel ;
- une visite de ses installations pour les salariés qui le souhaitent le 10 avril 2024.

Il a proposé par mail à l'autre établissement, en date du 19 mars, de venir visiter son site et d'échanger sur les odeurs. Cet établissement n'a pas répondu.

L'exploitant consigne les plaintes réceptionnées dans un registre. Ce registre reprend :

- la date et l'origine de la plainte,
- les conditions météorologiques
- le descriptif de la plainte,
- une description des actions réalisées suite à la plainte,
- la cause regroupée avec les actions réalisées.

Ce registre ne précise pas si les investissements envisagés permettront de répondre aux causes identifiées des odeurs.

L'inspection des installations classées a vérifié les éléments contenus dans le registre des deux dernières plaintes des 24 avril et 29 avril 2024. L'exploitant a complété dans le registre des plaintes l'ensemble des éléments précisé ci-dessus.

L'exploitant reçoit sur son site une majorité de déchets ayant fait l'objet d'une demande d'acceptation préalable (DAP) mais reçoit également des déchets sans acceptation préalable. Dans ce cas, une analyse est réalisée par le laboratoire sur un échantillon du déchet réceptionné. Cette réception prend en compte le caractère odorant du déchet.

Dans le cas d'une DAP, une fiche d'identification de déchet (FID) doit être remplie par le producteur et ensuite être transmise à l'exploitant (au laboratoire). Dans cette FID, le caractère odorant doit être complété par le producteur. En complément, le chimiste du laboratoire dispose d'une liste de substances susceptibles d'émettre des odeurs. Il s'assure qu'aucune de ces molécules n'est présente et si une molécule est présente, il demande d'appliquer la méthode de dépotage d'un déchet odorant. Le dépotage des déchets odorants est réalisé de la façon suivante :

- au ST200 et ST300 : le dépotage est réalisé en direct dans les cuves de stockage sans passer par le bac intermédiaire ;
- à la fosse à boue liquide : le tuyau permettant le dépotage est immergé dans la phase

liquide de la fosse.

Ces méthodes de dépotage ne sont pas encadrées par une procédure.

La plainte du 29 avril est consécutive au dépotage d'un déchet à 14h34. Ce déchet avait fait l'objet d'une DAP qui mentionnait le caractère odorant du déchet. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les travaux en cours pour capter le ciel gazeux des cuves du ST300 devraient permettre de limiter les odeurs.

La plainte du 24 avril est consécutive au dépotage d'un déchet qui n'avait pas fait l'objet d'une DAP. La première citerne a été dépotée au ST100 et le chimiste n'avait pas identifié ce déchet comme potentiellement odorant. Suite à la plainte, l'exploitant a réalisé le dépotage des autres citernes à la fosse à boue liquide en immergeant le tuyau de vidange de la citerne.

L'inspection des installations classées constate que l'organisation mise en place pour réceptionner les déchets n'ayant pas fait l'objet d'une DAP ne permet pas d'identifier systématiquement les déchets susceptibles de générer des odeurs.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réaliser lors de la visite de terrain des mesures de COV via son PID et un prélèvement à l'aide d'une pompe reliée à un tube de charbon actif. Le prélèvement devra être envoyé à un laboratoire pour analyse.

Ces mesures PID ont été réalisées au niveau du ST200, de la fosse à boues liquides (bâtiment B) et des boues à incinérer (Bâtiment B).

Au niveau du ST200, le PID a indiqué au maximum 13 ppm. Aucune opération n'était en cours.

Au niveau des boues à incinérer, une opération de chargement d'un camion venait de se terminer à l'arrivée de l'inspection des installations classées au bâtiment B. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de simuler le chargement d'un camion en procédant à la mise en mouvement des boues à incinérer. Le PID a indiqué au maximum 45 ppm. Une odeur forte était présente sur site lorsque le PID a indiqué 45 ppm. Lorsque la mise en mouvement des boues à incinérer a été arrêtée le PID est revenu à 3 ppm et l'odeur forte n'était plus présente. Cette situation permet de mettre en évidence que les odeurs s'arrêtent rapidement lorsque la mise en mouvement des boues est arrêtée.

Au niveau de la fosse à boues liquides, une opération de déchargement était en cours. Une mesure par PID a été réalisée dans deux situations. Lorsque le dépotage est réalisé de façon immergée, le PID a indiqué au maximum 4 ppm et lorsque le dépotage est réalisé avec une chute du déchet dans la fosse liquide, le PID a indiqué 20 ppm.

En complément, l'exploitant a reçu à 11 heures le jour de la visite d'inspection, une plainte pour odeur d'un de ses voisins. Cette plainte coïncide avec l'opération de chargement d'un camion au niveau des boues à incinérer. L'inspection des installations classées a constaté que cette opération était génératrice d'odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- 1 L'exploitant, dans son projet de procédure P76-00, définira des valeurs ou critères permettant de caractériser l'émanation d'odeurs devant nécessiter la mise en place de

mesures correctives.

- 2 L'exploitant complètera son registre des plaintes en indiquant dans deux colonnes différentes les causes des odeurs et les actions mises en place. En complément il ajoutera une indication si les investissements qu'il projette de réaliser permettront de répondre à la cause identifiée.
- 3 L'exploitant proposera à nouveau au deuxième établissement voisin une réunion d'échanges sur les odeurs qu'il est susceptible de générer.
- 4 L'exploitant identifiera pour l'ensemble des dépotages, empotages et opérations de transferts réalisés sur le site les consignes (en termes de prévention des odeurs) à mettre en œuvre en cas de déchets odorants. Ces consignes seront décrites dans des procédures. En cas d'absence d'information sur le caractère odorant d'un déchet, le déchet sera considéré par défaut comme odorant.
- 5 L'exploitant mettra en place une organisation permettant de limiter systématiquement les odeurs des déchets n'ayant pas fait l'objet d'une DAP.
- 6 L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le résultat du prélèvement sur charbon actif réalisé le jour de l'inspection à réception des résultats du laboratoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois